

Environnement Née à Nancy il y a 44 ans, la paléoclimatologue Valérie Masson-Delmotte est aujourd'hui une scientifique de renom sur la question du réchauffement global. Interview

« On sait quelle direction prendre »

Élue début octobre coprésidente du groupe de travail axé sur la physique climatique au sein du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec), la Nancéienne attend beaucoup de la conférence onusienne au Bourget.

Vous étiez très pessimiste il y a 3 ans car la perspective d'une augmentation des températures proche de 6 °C à l'horizon 2100 tenait la corde. Est-ce toujours le cas ?

Nous avons observé entre 2000 et 2010 une nette accélération du rythme des émissions de GES en liaison avec la croissance économique des pays émergents. Le scénario le plus grave était alors effectivement envisagé. En avril 2014 la concentration mensuelle de dioxyde de carbone avait d'ailleurs dépassé les 400 ppm dans l'Hémisphère Nord, le niveau le plus élevé depuis 3 millions d'années, soit l'époque du Pliocène ! Aujourd'hui, nous sommes dans la situation du verre à moitié vide et à moitié plein. Déjà parce que les engagements volontaires portent en général sur la période 2020-2030 et rarement au-delà. Dans certains cas, comme l'Union européenne, une baisse des émissions est prévue, dans d'autres, il s'agit plutôt d'un découplage entre croissance économique et rejets de CO₂ à l'image de la Chine et l'Inde. Si on agrège l'ensemble de ces efforts, on ne va pas vers une stabilisation, plutôt une augmentation qui tend à se ralentir. Tout l'enjeu est

d'inverser la tendance, mais pour l'instant les pays producteurs d'énergie fossile comme l'Arabie Saoudite, l'Iran ou le Venezuela n'ont mis aucune proposition sur la table...

- Pensez-vous qu'ils le feront à Paris ?

Je ne sais pas, comme je ne sais d'ailleurs pas ce que donnera le théâtre du Bourget. Par contre, à l'inverse de Copenhague, la préparation de cette COP a été très professionnelle et les points de difficulté sont bien identifiés.

- La Chine vient d'envoyer un signal encourageant...

Elle veut se donner les moyens d'anticiper son pic d'émissions avant 2030 afin d'entamer une diminution de sa pollution. Elle a compris que son évolution économique ne se fera pas uniquement sur l'industrie lourde et qu'il fallait en urgence améliorer la qualité environnementale pour des questions de santé publique.

- À Copenhague en 2009, la promesse d'un fonds vert de 100 milliards de dollars par an avait été lancée en faveur des pays pauvres afin qu'ils s'adaptent. Mais les pays du G20 continuent de verser 88 milliards de dollars de subventions/an pour les énergies fossiles. Qu'en pensez-vous ?

Des inflexions majeures sont en cours, car les choses ont évolué depuis Copenhague. On a vu la perte de leadership de l'UE, la montée en puissance des pays du Sud dans les négociations internationales, mais aussi le changement du paysage



■ Valérie Masson-Delmotte a rejoint le Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement à Gif-sur-Yvette en région parisienne.

Photo Alexandre MARCHI

énergétique. Le photovoltaïque devient compétitif, tout comme l'éolien. Des pays pauvres veulent s'électrifier sans passer par la case charbon. Le constat est intéressant car on voit qu'un certain nombre d'États ont vraiment réfléchi à une politique qui prend en compte un volet d'atténuation des rejets de GES et un volet d'adaptation. Pour déboucher sur un accord à Paris, il faut trois conditions : garantir l'enveloppe du fonds vert dont les financements ne sont pas totalement acquis, acter le principe d'une vérification des engagements volontaires et enfin définir une clause de révision de ces

efforts, car ils doivent absolument être poursuivis après 2030. Si un pays atteint ses objectifs à cette date et qu'il arrête, cela n'aura servi à rien.

- À quoi doit-on s'attendre en Lorraine. On évoque une moyenne d'augmentation des températures de l'ordre de 1 °C...

La question n'est pas de savoir quel sera le degré d'élévation, mais quand il se produira. En Lorraine on va certainement vers des hivers plus doux et des étés plus chauds et secs, sachant qu'il y a une grosse différence entre +2 °C et +3 °C sur la fréquence des vagues de chaleur, de leur intensité et

de leur impact sur le cycle de l'eau. Dans l'Est de la France, la production viticole devrait profiter de ce climat contrairement à la forêt de type hêtraie-chênaie qui sera plus exposée aux dépérissements ou aux ravages de nouveaux parasites. La perte du manteau neigeux en hiver sur les Vosges risque d'aggraver les épisodes d'étiages des rivières, mais aussi de peser sur le tourisme en montagne. Dans le domaine agricole, la question de la vulnérabilité des cultures est déjà posée comme on l'a vu avec la sécheresse de l'été dernier. Toute la difficulté est de mobiliser les acteurs aujourd'hui par rapport à une situation qui ne s'est pas encore produite, donc sans retour d'expérience.

- Pensez-vous que ces acteurs ont bien perçu l'enjeu ?

La jeune génération est de mieux en mieux formée sur le phénomène climatique. Le seul ennui, c'est qu'elle va arriver après... Actuellement, on a peut-être une image floue du futur, mais on a une idée de la direction à prendre. La transition énergétique ou l'agroforesterie sont porteuses de solutions il reste juste à débloquent les freins...

- C'est-à-dire ?

Déjà celui qui persiste à nier le réchauffement, même si ce scepticisme a beaucoup régressé. Ensuite parce que les décisions courantes ne sont toujours pas en cohérence avec la réalité.

Propos recueillis par Patrice COSTA